

Une ville se regarde dans le miroir Le cancer de la bruxellisation

Nouvelles locales - Bruxelles:

Lundi (18 janvier 1999)

Journée de réflexion, samedi passé, sur notre patrimoine bruxellois, de ce qu'on en a fait, de ce qu'il en reste et de ce qui peut encore être sauvé.

Durant plus de trois décennies, à Bruxelles, on a construit à tort et à travers des bâtiments dont la modernité et la fonctionnalité nous échappent aujourd'hui.

Bien sûr, nous avons besoin d'infrastructures neuves, de bureaux pour y placer nos administrations privées ou publiques, de nouveaux immeubles pour habiter... Fallait-il pour autant négliger l'harmonie architecturale de Bruxelles, oublier le fait qu'une ville qui vit, c'est aussi une ville dont les quartiers sont autant de petits centres économiques? Bruxelles ressemble dangereusement, et de plus en plus, à ces villes américaines dont certains îlots grouillent de bureaucrates le jour, et sont désertiques à faire peur le soir tombé.

FAUSSES SOLUTIONS

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Des immeubles à habitations ont été bâtis dans ces zones de bureaux, comme en contrebas de la Cité administrative... Mais de quoi ont-ils l'air à présent? La plupart sont mal entretenus parce qu'ils nécessitent un entretien coûteux, parce qu'ils souffrent d'une disposition complexe et peu pratique, etc.

La spéculation immobilière a également causé beaucoup de tort. Menée à long terme, elle a ruiné plusieurs coins de la ville. A chaque fois, le même schéma se répète: plusieurs bâtisses abandonnées d'un même îlot sont rachetées, mais le laps de temps entre le rachat de celles-ci et la réaffectation est souvent de dix ans, parfois même bien plus, voyez le boulevard Jacquemains, par exemple. Et c'est plus qu'il n'en faut pour qu'un bel immeuble devienne un chancre: existe-t-il terme plus clair quand on sait qu'il a la même racine que cancer?

Les constructions pharaoniques ne sont pas en reste dans la capitale. Et leurs conséquences sont loin d'être négligeables. Prenons le cas du quartier Nord, de l'îlot Stévin ou encore de la Cité administrative. On retrouve le problème de la monofonctionnalité: qu'y a-t-il d'autre que des bureaux sur ces sites? Vous y sentiriez-vous en sécurité à dix heures du soir?

Ces grandes infrastructures trouvent parfois leurs origines dans autre chose que le manque de place. Bruxelles, en tant que double capitale (fédérale et européenne), subit indubitablement des pressions. Elle se doit d'avoir quelques bâtiments de prestige: Léopold II était sans doute un bruxellisateur avant l'heure, en construisant le palais de justice et rasant par la même occasion tout un quartier des Marolles.

L'AVENIR MOINS NOIR SI...

Autre cause de bruxellisation: l'exode. Nombreux sont les Bruxellois qui ont quitté le centre pour les communes des Brabants wallon et flamand, laissant ainsi des quartiers en proie aux promoteurs immobiliers.

Découlant, en partie, de ce phénomène d'exode, la place de la voiture dans notre société n'a cessé de prendre de l'ampleur. Devenue indispensable et surtout omniprésente, il a fallu de ce fait l'intégrer à la ville. Le parking est omniprésent. Les navetteurs créent également le besoin d'infrastructures routières adaptées et permettant une plus grande fluidité du trafic, comme le tunnel Léopold II.

Voilà pour le passé. Mais aujourd'hui? Le constat des politiques est lucide: affirmer que la bruxellisation est enrayée serait hypocrite. Mais de bonnes idées et plusieurs projets déjà en route permettent d'espérer une ville moins noire qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Il n'empêche: si nous ne voulons pas nous transformer en ville duale comme Washington, il est plus que temps de réagir. En incluant le citoyen dans le débat, comme l'a justement fait remarquer une participante à la réflexion de ce samedi. Et en se dotant d'un véritable projet politique. Et là, samedi, en fin de journée, la députée européenne PVV Annemie Neyts a eu des mots très durs pour dénoncer ce qu'elle a appelé la féodalité des institutions bruxelloises et la médiocrité de leur personnel politique. Une phrase assassine qui a titillé l'assemblée. Et sur laquelle les autres personnalités politiques ont glissé: éviter la féodalité des institutions bruxelloises, n'est-ce pas, clairement, poser la question de la survie des 19 communes?

D.D.(st.)

© ROSSEL ET CIE sa, LE SOIR EN LIGNE, BRUXELLES, 2003